

## La récession au coin de la rue

LES MAUVAISES NOUVELLES sont toujours difficiles à accepter. Même George W. Bush, dont l'inébranlable « optimisme » est légendaire (« le réchauffement planétaire ne menace personne, la victoire est proche en Irak, l'économie états-unienne est fondamentalement saine »), doit modérer ses propos. Mais une chose est certaine et lui réchauffe le cœur : nous ne sommes pas en 1929, et les autorités économiques et financières ne vont pas assister, les bras croisés, à trois ans de débâcle comme au début des années 1930. Il faut agir. Ben Bernanke (président de la Réserve fédérale) et Henry Paulson (secrétaire au Trésor, ancien président d'une des plus grandes banques d'investissement états-unienne) le clament haut et fort, joignant le geste à la parole.

Des fleurons de la finance états-unienne sont menacés, et les nouveaux *challengers* de la périphérie s'engouffrent dans la faille à grand renfort de pétrodollars et d'excédents du commerce extérieur. En outre, la récession est « au coin de la rue » et risque d'être méchante. Les ménages les plus défavorisés, dont beaucoup vivent déjà dans les tourments du surendettement, vont souffrir d'une remontée du chômage et se voir contraints à de nouvelles concessions. « Ne pas pousser le bouchon trop loin, surtout en période électorale ! » « Ne pas mettre en question les effets miraculeux d'un quart de siècle de néolibéralisme pour les classes les plus riches ! »

Comment en sortir ? Un premier train de mesures a trait au sauvetage du secteur financier : injection massive de crédit et baisse des taux. Tout le petit monde des institutions « semi-publiques », à la mode états-unienne, est en action. Les vieilles agences créées pour soutenir le crédit immobilier (les Fannie Mae, FreddieMac et consœurs) – celles qui ont, d'ailleurs, inventé la « titrisation » mais qui avaient bien souffert depuis le début des années 2000 – sont toujours les principales actrices de ce refinancement de l'activité hypothécaire des banques. Pourquoi ne pas réactiver leur activité ? C'est fait désormais. Les entreprises financières dites « sponsorisées par le gouvernement », comme les Banques fédérales des crédits au logement (Federal Home Loan Banks), sont intervenues massivement. La Réserve fédérale est, elle-même, prête à acheter (« prendre en pension ») des titres douteux.

On peut, ensuite, pronostiquer qu'avec la venue de la récession, il sera nécessaire d'augmenter le déficit budgétaire (5 % de la production du pays en 2003, 3 % en 2006), qu'il faudra laisser filer de nouveau à la hausse. Pas très néolibéral, mais l'État doit s'y mettre car les entreprises ne prendront pas le relais de l'emprunt supposé stimuler l'activité. Quant aux ménages, inutile d'y songer dans le contexte de la crise. Ce déficit budgétaire accru ne fera qu'augmenter l'autre, celui du commerce extérieur. Comment donc brider la hausse de la consommation qui commande celle des importations et gonfle le déficit ? Comment retenir l'investissement et la production sur le territoire états-unien pour éviter que la demande ne se tourne vers le reste du monde ?

Il est doux de rêver, mais il ne faut pas imaginer un revirement soudain des options néolibérales. Une nouvelle « gouvernance » des entreprises, dont l'objectif ne serait plus exclusivement de créer de la valeur pour l'actionnaire ? « Ce serait la révolution ! » Au plan international, les États-Unis ne vont pas fermer leurs frontières commerciales ou restreindre radicalement la liberté de circulation internationale des capitaux. « La fin de la mondialisation néolibérale, la fin du monde ! » Le réseau des sociétés transnationales s'est construit

sur cette ouverture des frontières, et tout durcissement des règles entraînerait d'inévitables mesures de rétorsion.

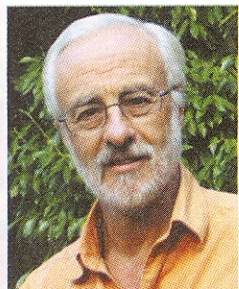
On peut pronostiquer un « bricolage » à contrecourant du néolibéralisme : une dose de « protectionnisme » déguisé – pas général, mais partiel, ici et là, au coup par coup – et, pourquoi pas, certaines restrictions à la mobilité des capitaux, le tout sous le couvert de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme. L'engrenage est enclenché. Déjà, en 1988, les États-Unis avaient voté l'Amendement Exon-Florio, donnant au Président le pouvoir d'arrêter les acquisitions d'entreprises « compromettant » la sécurité du pays. En octobre 2007, un nouveau texte est voté : la loi sur l'investissement étranger et la sécurité nationale (Foreign Investment and National Security Act). Lorsque, en 2005, une entreprise chinoise a voulu acheter une société pétrolière états-unienne, Unocal, la procédure a avorté. Quand, en 2006, une entreprise publique de Dubaï a projeté d'obtenir le contrôle de certains ports états-unien, les mêmes barrières ont été élevées. Enfin, chacun connaît l'émotion engendrée par le Pentagone quand il a décidé d'acheter des avions européens. Ce n'est qu'un début.

G. D.

\* Directeur de recherche au CNRS.



La crise des subprimes américaine se répercute sur les places boursières, comme à Tokyo, en novembre 2007.



Comment sortir de la crise financière ? Il ne faut pas s'attendre à un revirement des options néolibérales, mais envisager un « bricolage » à contre-courant, pronostique l'économiste Gérard Duménil\*.